



**Arrêté préfectoral DL-BPEUP n° 2025- ~~67~~ du 12 JUIN 2025
portant enregistrement d'une unité de fabrication de granulés de bois (« pellets »)
exploitée par la société SAS LE PELLET ARÉDIEN
sur la commune de SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE**

Le Préfet de la Haute-Vienne

Vu l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

Vu la nomenclature des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 (ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande d'enregistrement, reçue le 6 février 2025, présentée par la société SAS LE PELLET ARÉDIEN pour la création d'une unité de fabrication de pellets, au titre de la rubrique n° 2410 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sur le territoire de la commune de Saint-Yrieix-la-Perche ;

Vu l'avis du Service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Vienne (SDIS 87) du 6 décembre 2024 ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement est sollicité sur trois points : implantation, accessibilité et désenfumage ;

Vu le rapport de recevabilité, jugé complet et régulier, du 14 février 2025 de l'inspection des installations classées de la DREAL Nouvelle-Aquitaine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-27 du 18 février 2025 prescrivant la mise à la consultation du public de la demande de la SAS LE PELLET ARÉDIEN pour la création d'une unité de fabrication de granulés de bois dans la zone d'activités de Bourdelas, fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

Vu l'absence d'observations du public suite à la consultation de quatre semaines du 7 mars 2025 au 4 avril 2025 inclus ;

Vu l'avis favorable du conseil municipal de Saint-Yrieix-la-Perche du 25 février 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 mai 2025 ;

Vu l'avis formulé par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) lors de sa séance du 5 juin 2025 ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisé, à l'exception de trois articles, et que le respect de ces prescriptions suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les demandes exprimées par la SAS LE PELLET ARÉDIEN d'aménagements des prescriptions générales des articles 5, 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé, ne remettent pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions des articles 1.5.2. et 1.5.3. du présent arrêté ;

Considérant que lesdits aménagements sont établis pour permettre l'utilisation d'une partie d'un bâtiment existant et inutilisé concourant en cela à l'évitement de la consommation nouvelle d'espaces ;

Considérant que lesdits aménagements concernent des dispositions constructives (désenfumage) ou d'aménagement (distance aux tiers, accessibilité) en lien avec le risque incendie pour lequel sont proposées les dispositions complémentaires suivantes : murs latéraux (Ouest et Est) coupe-feu 2 heures, détection automatique incendie avec caméras thermiques couvrant l'intégralité du bâtiment et dispositif d'extinction automatique au niveau des installations de granulation ;

Considérant l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la Directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant par ailleurs que l'importance des aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement par rapport aux prescriptions générales applicables ne justifie pas de demander un dossier complet d'autorisation ;

Considérant en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Vienne ;

A R R E T E

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

L'installation de production de pellets de la SAS LE PELLET ARÉDIEN (SIREN : 952 610 269), dont le siège social est situé 2ter rue des Abeilles à SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE (87500), faisant l'objet de la demande susvisée du 6 février 2025, est enregistrée.

Cette installation est localisée sur le territoire de la commune de SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE (87500), dans la zone d'activités de Bourdelas. Elle est détaillée au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique	Niveau d'activité maximal	Régime
2410-1	Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 250 kW.	750 kW	Enregistrement

Rubrique	Libellé de la rubrique	Niveau d'activité maximal	Régime
1532-2b	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	1 900 m ³	Déclaration(*)

(*) Déclaration effectuée en parallèle du présent dossier

Article 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'installation autorisée est située sur la commune, parcelle et lieu-dit suivants :

Commune	Zone d'activités	Parcelle
SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE	ZA de Bourdelas (ancien marché au cadran)	Section 0 WX n°173

L'installation mentionnée à l'article 1.2.1 du présent arrêté est reportée avec sa référence sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Article 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement déposé le 6 février 2025 par l'exploitant.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Article 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel, tel que visé au 1° de l'article D.556-1A du Code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 1.5.1. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 1.5.2. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES - AMÉNAGEMENT DES PRESCRIPTIONS

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du Code de l'environnement), les prescriptions des articles 5, 12 et 13 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 septembre 2014 susvisé sont aménagées et complétées selon les dispositions suivantes sous réserve, notamment, du respect des prescriptions additionnelles établies à l'article 1.5.3.

Article 5 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 septembre 2014 :

La distance minimale de 10 mètres des limites de propriété ne s'applique pas.

Article 12 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 septembre 2014 :

L'exigence de la voie « engins » prévue au II de l'article 12 ne s'applique pas au périmètre de l'installation.

Article 13 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 septembre 2014 :

Eu égard aux dispositions constructives prévues (bâtiment ouvert et hauteur du bâtiment notamment), les dispositions de l'article 13 ne s'appliquent pas.

Article 1.5.3. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES – RENFORCEMENT DE PRESCRIPTIONS

Les dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 septembre 2014 sont complétées comme suit :

« Conformément aux éléments figurant dans le dossier de demande d'enregistrement, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

- les murs latéraux (Ouest et Est) de l'installation sont coupe-feu 2 heures. Les justificatifs relatifs à ces propriétés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;

- le bâtiment hébergeant les installations de fabrication de pellets sont équipés d'une détection automatique incendie avec caméras thermiques couvrant l'intégralité du bâtiment ;
- les installations de granulation sont équipées d'un dispositif d'extinction automatique. ».

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Article 2.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Limoges - 2, cours Bugeaud, CS 40410, 87011 LIMOGES cedex. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr » :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code, dans un délai de deux mois à compter de :
 - (a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 2.3. du présent arrêté ;
 - (b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 3° de l'article 2.3. du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

Article 2.2. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.3. AFFICHAGE ET PUBLICATION EN VUE DE L'INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions du code de l'environnement :

1° - Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Saint-Yrieix-la-Perche et peut y être consultée.

2° - Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie de Saint-Yrieix-la-Perche pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ;

3° - L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État de la Haute-Vienne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 2.4. NOTIFICATION ET EXÉCUTION

Le présent arrêté est notifié à la SAS LE PELLET ARÉDIEN.

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne, le maire de Saint-Yrieix-la-Perche, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine, le Chef de l'Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de Haute-Vienne de la DREAL Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Limoges, le 12 JUIN 2025

Le Préfet

Pour le Préfet
le Secrétaire Général



Laurent MONBRUN